GAZETTE DES TRIBUNAUX.

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

Le prix d'abonnement est de 17 fr. pour trois mois, 34 fr. pour six mois, et 68 fr. pour l'année. — On s'abonne à Paris, au BUREAU DU JOURNAL, QUAI AUX FLEURS, N° 11; chez M^{me} V^e CHARLES-BÉCHET, quai des Augustins, N° 57; PICHON et DIDIER, même quai, N° 47; HOUDAILLE et VENIGER, rue du Coq-St.-Honoré, N° 6; et dans les départemens, chez les Libraires, et aux bureaux de Poste. — Les lettres et paquets doivent être affranchis.

JUSTICE CIVILE.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS.

(Présidence de M. Sanson-Davillier.)

Audience du 27 juin.

QUESTION IMPORTANTE POUR LES SAVANS.

Le savant qui contracte un emprunt ou forme une association pour mettre en activité une découverte dont il est l'auteur, devient-il, à raison de ces faits, justiciable du Tribunal de commerce? (Nos.)

Un médecin renommé de la capitale, ayant inventé un nouveau mode d'appareils et de caudières, à l'aide duquel on peut imprimer aux bateaux à vapeur une force motrice beaucoup plus puissante que celle qu'on avait obtenue jusqu'alors, se pourvut, conformément à la loi de 1791, d'un brevet d'invention, et forma, pour l'exploitation de son importante découverte, une société avec M. Delabarre, l'un des dentistes les plus distingués de Paris. Le fondateur de l'entreprise devait s'occuper exclusivement de la fabrication des machines nouvelles, qu'on destinait à l'administration de la marine et au commerce. M. Delabarre s'était chargé de la direction de la comptabilité sociale, et avait apporté, pour sa mise de sociétaire, une somme de 30,000 francs. Mais le docteur avait contracté des engagements considérables, en cautionnant son beau-fils, et en faisant des emprunts pour se livrer à des expériences nombreuses sur la navigation par la vapeur. C'était envers M. Lefebvre-Béziers que ces divers engagements avaient été pris. Il est bon d'observer que la dette du beau-fils provenait d'une association formée avec M. Lefebvre-Béziers pour la fabrication du carbonate de soude cristallisé, dont le beau-père était l'inventeur. Le beau-fils n'avait servi, dans cette occurrence, que de prête-nom à son beau-père, qui promit à M. Lefebvre-Béziers de le rembourser, en principal et intérêts, sur les bénéfices que devait infailliblement procurer la nouvelle société des machines à vapeur, laquelle avait déjà fait des traités avantageux tant avec le ministère de la marine qu'avec les bains Vigier, et qui ne pouvait manquer de recevoir d'autres commandes lucratives. Cette promesse n'ayant point reçu d'exécution, M. Lefebvre-Béziers a fini par citer son débiteur devant le Tribunal de commerce.

M^e Horson, avocat de ce dernier, a demandé le renvoi devant la juridiction civile.

M^e Anger, agréé du demandeur, a conclu à la condamnation par corps de la somme réclamée.

Le Tribunal :

Attendu, en droit, que l'art. 1^{er} du Code de commerce détermine que la loi ne reconnaît comme commerçans que ceux qui exercent des actes de commerce et en font leur profession habituelle;

Attendu que les art. 632 et 633 dudit Code ont clairement expliqué ce qu'on entend par actes de commerce; qu'il faut qu'il y ait de la part de celui qui s'y livre soit achat pour revendre, soit entreprise quelconque faisant présumer une série habituelle d'opérations commerciales;

Attendu qu'il résulte de l'esprit même de la loi commerciale que l'on ne peut considérer comme commerçant l'auteur ou l'inventeur d'un procédé ou d'une machine qui, faite de moyens personnels, contracte un emprunt ou forme une société pour parvenir à mettre son invention à exécution et à l'appliquer à l'usage du commerce ou de l'industrie; qu'appliquer à l'inventeur comme au vendeur la loi commerciale dans sa sévérité, c'est-à-dire la contrainte par corps, ce serait aller directement contre le vœu du législateur et l'intérêt de l'industrie elle-même, ce serait opposer au génie des bornes que l'esprit général du commerce doit toujours tendre à relever;

Attendu, en fait, qu'il est de notoriété publique que le défendeur occupe un rang honorable dans la science comme chimiste; qu'il exerce habituellement la profession de médecin et de professeur à la faculté de médecine de Paris; qu'inventeur de plusieurs découvertes importantes, il a eu recours à des emprunts pour se livrer à des expériences scientifiques; que de pareils engagements ne sont point commerciaux de leur nature; que ce principe s'applique à la reconnaissance de 9,031 fr. 15 c. dont le sieur Lefebvre-Béziers est porteur;

Attendu qu'il n'y a pas davantage fait commercial de sa part dans l'engagement qu'il a pris de cautionner la dette de son beau-fils, pour l'acquitter sur les bénéfices probables de la société formée pour l'exploitation des bateaux par la vapeur; qu'ainsi il ne peut être considéré comme commerçant;

Par ces motifs, se déclare incompetent, renvoie la cause et les parties devant les juges qui doivent en connaître.

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR D'ASSISES DE L'AUDE (Carcassonne).

Audiences des 18, 21, 22, 23 et 24 juin.

MEURTRE DE MM. DE GLÉON PÈRE ET FILS. — 34 ACCUSÉS. DÉBATS REMARQUABLES.

Voici les faits de cette accusation portée contre 34 habitans de la commune de Villeséque des Corbières, dont six seulement en état de contumace :

Le château de Gléon, qui formait une ancienne seigneurie, est environné de garrigues extrêmement vastes. La commune de Villeséque s'est toujours prétendue propriétaire ou usagère de ce qu'elle regardait comme un terrain communal. De-là une lutte entre l'ancien seigneur et la communauté. Des instances administratives avaient paru mettre fin aux contestations; la décision fut toute favorable à M. de Gléon. Les habitans de Villeséque, peu satisfaits du jugement qui était intervenu, ont toujours conservé devers eux la conviction que l'influence seule de M. de Gléon avait déterminé ce jugement, et qu'ils avaient été injustement dépouillés de droits certains. Plus tard, M. de Gléon fut nommé sous-préfet de Narbonne. Certains actes de propriété furent regardés par les habitans comme des vexations; mais il fallut se soumettre soit à la force des titres, soit au pouvoir que M. de Gléon tirait de sa position sociale. Quelques actes manifestaient de temps à autre une espèce d'opposition; ils démontraient le mécontentement des habitans de Villeséque, pays extrêmement pauvre. Ainsi, d'une part leurs intérêts froissés, d'autre part, quelques vexations, maintenaient une certaine irritation dans les esprits, qui, comprimée fortement, devait se manifester avec plus de violence à la première occasion.

La révolution de 1830 éclata. M. de Gléon cessa d'être sous-préfet. Dès ce moment les habitans de Villeséque ne le regardèrent plus comme une puissance à laquelle ils ne pouvaient résister: ils pensèrent et ils pensent encore que leurs droits, long-temps méconnus, seront enfin assurés, et qu'ils rentreront dans la propriété des biens dont ils se prétendent injustement dépouillés. Ces idées, fermentant dans les têtes d'hommes peu instruits et se conciliant avec leurs intérêts, leur firent croire que dès ce moment ils pouvaient reprendre la jouissance des biens communaux que M. de Gléon avait jusque-là fait respecter.

Il y a plus, le 8 août les habitans de Villeséque se transportèrent au château de Gléon; ils manifestèrent hautement et énergiquement leurs prétentions. Ils demandèrent à M. de Gléon qu'il déclarât par écrit que les garrigues qui avaient été reconnues sa propriété, appartenaient à la commune. Ils n'obtinrent au premier moment que des refus. Quelques menaces adressées à la famille de Gléon déterminèrent son chef à souscrire la déclaration sous signature privée qu'on exigeait de lui; mais bientôt on ne voulut plus s'en contenter; on demanda un acte public, et un notaire fut appelé à cet effet. La réunion de presque tous les habitans de Villeséque, autour du château de Gléon, ne se dissipa point avec la nuit; le château fut entouré; on attendait l'arrivée du notaire.

Cependant M. le sous-préfet provisoire de Narbonne et le commandant de la garde nationale, instruits de ce qui se passait à Villeséque, s'y transportèrent dans la nuit avec la force armée. Cette première scène de désordre cessa; le rassemblement se dispersa, et la famille de Gléon revint à Narbonne.

Dès ce moment les habitans de Villeséque firent tous les jours des actes de propriété. Ostensiblement ils allèrent écorcer les garrigues pour faire du tan. M. de Gléon voulut arrêter ces actes contre sa propriété. Ses soins furent inutiles; au contraire, tout ce qu'il faisait augmentait l'irritation; long-temps il réclama l'assistance de la force armée: on en jugeait l'emploi difficile et dangereux. Pourtant l'autorité céda aux sollicitations de M. de Gléon: une brigade de gendarmerie fut mise à sa disposition, à l'effet d'arrêter quelques individus trouvés en délit.

Le 12 novembre 1830, on devait se rendre sur les lieux. MM. de Gléon père et fils prirent des mesures énergiques pour que leur expédition ne fût pas sans succès; ils prétendaient intimider en déployant la force. Treize personnes bien armées arrivèrent le 12 novembre de grand matin, par des chemins détournés, au

château de Gléon. Le brigadier de gendarmerie avait reçu l'ordre précis de ne pas permettre que les MM. de Gléon fussent avec la force armée; cette mesure de prudence ne fut point exécutée, parce que M. de Gléon prétendait que lui seul pouvait indiquer si les individus que l'on surprendrait étaient en effet sur sa propriété.

Par amendement, il fut convenu que MM. de Gléon et deux autres personnes formeraient un corps de réserve, et resteraient éloignés de la force armée, qui fut divisée en deux détachemens. Arrivé sur les garrigues, le premier détachement, où se trouvait le brigadier, aperçut bientôt quelques individus occupés à défricher. À l'aspect de la gendarmerie, ils prirent la fuite. Un individu seul avec sa fille fut tout à coup surpris au moment où il chargeait du bois sur son cheval. On lui mit aussitôt la chaîne au cou. Sa fille s'échappa en criant au secours. Dans ce moment arrivèrent les MM. de Gléon, qui crurent reconnaître un des principaux délinquans. M. de Gléon père ordonne qu'on l'emmène; mais la fille, qui s'était enfuie, avait déjà donné l'alarme. Une troupe assez considérable d'hommes armés, les uns de fusils, les autres d'instrumens d'agriculture, se présente tout à coup sur une hauteur vers laquelle se dirigeait le détachement. On demande que le prisonnier soit mis en liberté sur-le-champ. Sur le refus formel, les esprits s'irritent; on accourt au détachement qui gravissait le mamelon, et dans un instant ce détachement est environné de toutes parts. La force armée juge à propos de céder, elle délivre le prisonnier. En signe de paix, le brigadier de gendarmerie décharge son arme en l'air; MM. de Gléon père et fils seuls mettent leur fusil en joue et font feu. Des pierres sont lancées; l'une d'elles frappe légèrement le brigadier: en ce moment l'explosion d'une arme à feu se fait entendre, et une jeune fille de s'écrier: « Mon Dieu! on a tué mon frère! » Ce cri est suivi d'une détonation plus générale. MM. de Gléon père et fils tombent baignés dans leur sang: ils expirent presque immédiatement. Leurs cadavres sont bientôt dépouillés: ils sont même horriblement mutilés à coups de haches; une montre, une pipe en écume de mer et deux pistolets d'un grand prix sont enlevés au sieur de Gléon fils. Du côté des paysans, deux individus sont atteints, le premier de deux coups de feu au bras gauche, le second au sourcil: ce sont Antoine Pujol et Germain Abel. Tout le monde se rend à Villeséque. Un procès-verbal est dressé par le maire sur la plainte de quelques habitans. Le brigadier y déclare formellement, comme dans sa déposition ultérieure, que les premiers coups de feu sont partis des MM. de Gléon. On a d'ailleurs trouvé les armes qu'ils portaient déchargées auprès de leurs cadavres.

Dix-huit individus sont accusés d'avoir, le 8 août 1830, extorqué par force, violence ou contrainte, au sieur de Gléon la signature d'écrits contenant obligation ou décharge, ou tout au moins d'être complices de ce crime pour avoir avec connaissance aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs dans les faits qui l'ont préparé, facilité ou consommé. Vingt-sept d'entre eux sont accusés d'avoir, le 12 novembre 1830, en réunion de plus de 20 personnes armées, attaqué avec violence ou voies de fait la gendarmerie agissant pour l'exécution des lois et des ordres de l'autorité publique, et résisté aux sommations qui leur étaient faites. Dix-huit seulement, d'avoir commis deux homicides volontaires, avec préméditation, sur MM. de Gléon père et fils, lesdits homicides précédés d'une rébellion envers les gendarmes, agissant pour l'exécution des lois et des ordres de l'autorité publique, et suivis de vol; ou bien d'être complices de ces homicides pour avoir, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs dans les faits qui les ont préparés, facilités ou consommés. Deux enfin, accusés d'avoir soustrait frauduleusement et avec armes, aux sieurs de Gléon père et fils, leurs montres ou autres objets renfermés dans leurs havresacs.

69 témoins à charge et 9 témoins à décharge ont été entendus aux audiences des 18, 21, 22 et 23 juin. Le 24, les plaidoiries ont commencé.

M. Lacombe, substitut du procureur du Roi, s'est attaché à établir la matérialité du délit sur les quatre chefs d'accusation et à caractériser les faits généraux. M. le procureur du Roi a ensuite développé les charges individuelles contre chacun des accusés en particulier.

Le premier défenseur, M^e Ressigeac, s'est chargé de répondre à M. le substitut; il a cherché à établir que le délit n'était point prouvé, ou du moins que les faits reprochés aux accusés ne constituaient pas un délit.

« Ce n'est pas, a-t-il dit en commençant, après 8 jours de débats longs et pénibles, lorsque le drame sanglant du 12 novembre est encore présent à tous les esprits; ce n'est pas lorsque je m'apprete à remuer encore la cendre des victimes, qu'il peut m'être permis d'aborder cette discussion sans émotion et sans crainte... Si vous écoutez le langage de l'accusation, c'est la propriété privée qui a été violemment extorquée, c'est la force publique qui s'est vue audacieusement méconvenue, c'est le sang innocent que l'on a criminellement versé, c'est enfin le vol sur des cadavres qui est venu se joindre à ces trois crimes, et leur donner un degré d'horreur et de culpabilité de plus. Eh! quels sont les hommes dégradés auteurs de tous ces méfaits? Quelles sont les têtes qui devront combler l'abîme que le crime a ouvert? C'est une population tout entière, c'est l'élite et la jeunesse d'une commune que l'on a froidement décimée, et que l'on signale à votre verdict, comme un juste holocauste de la société préjudiciée... Je dois vous prévenir contre des impressions prématurées, car il peut arriver, que le meurtre de MM. de Gléon que je déplore, ne soit autre que la cause du privilège, de l'oppression vaincue dans les garrigues de Villesèque. »

Le défenseur recherche ensuite la cause des différends entre la commune et M. de Gléon. Il parle de la position de ce dernier qui, nommé sous-préfet à Narbonne, trouva dans sa position sociale des moyens de dépouillement de la commune, dépouillement qui paraissait un système adopté par une vicieuse aristocratie toujours plus affamée. Il parle des habitudes de M. de Gléon fils, qui s'occupait dans son château à dresser un dogme qu'il lançait contre des mannequins, pour l'employer ensuite contre les nouveaux serfs de Villesèque.

Examinant les quatre chefs d'accusation, il ne s'arrête pas sur le vol, sur lequel l'accusation paraît ne point insister. L'extorsion, il l'explique par les intentions des habitants de Villesèque, qui ne réclamaient que ce qui leur était légitimement dû. Tous les habitants étaient présents; leurs députés, qui ne sont pas même accusés, furent reçus par M. de Gléon.

Relativement au meurtre, le défenseur soutient que c'est à l'imprudence de MM. de Gléon qu'il faut principalement l'attribuer; il s'attache surtout à démontrer que les habitants ont été provoqués, et qu'ils se sont trouvés dans le cas de légitime défense; leur présence dans les garrigues n'était qu'une occupation d'une propriété dont on les avait injustement privés. Les MM. de Gléon arrivent; le fils fait connaître ses intentions; il ne desire pas mieux que de faire le coup de feu; il s'environne d'hommes déterminés, la plupart ses salariés. A Taura, les armes sont chargées avec soin; elles sont distribuées à chacun. De quel côté est l'agression? Les gendarmes ont déposé que les MM. de Gléon avaient tiré les premiers. MM. Pascal et Alary l'ont répété deux fois. Pujol l'a dit dans ses derniers momens.

Quant à la rébellion, le défenseur soutient que les habitants ne voyaient dans les gendarmes que les agents soldés de MM. de Gléon. Leurs domestiques, leur garde s'y trouvaient. Aussi, si une pierre atteignit le brigadier, c'est parce que, placé non loin de M. de Gléon, elle n'arriva pas à celui à qui elle était destinée; on n'en voulait pas à la force armée. Après l'événement, les gendarmes ont été nourris à Villesèque. Toujours on leur faisait entendre que ce n'était pas à eux qu'on en voulait. Ce n'est donc pas contre les agents de la force publique qu'on se révoltait.

Le défenseur invoque comme considération, une ordonnance d'amnistie accordée par le Roi, pour tous les crimes commis dans le département de l'Ariège. « Changez le lieu de la scène, dit-il, supposez-les tous coupables; ils ne sauraient être punis. »

Le second défenseur, M^e Trinchan, est entré dans l'examen des charges relevées par l'accusation contre chaque accusé en particulier.

M. Fages, procureur du Roi, dans sa réplique, a cru devoir répondre à des considérations jetées dans les débats.

« Dans une affaire aussi grave, a-t-il dit, il est permis à la défense d'user de toutes les ressources et d'invoquer tous les moyens qu'elle juge convenable pour faire triompher la cause qui lui est confiée. Cependant il est des bornes dans lesquelles les convenances et l'intérêt même des accusés lui prescrivent de se renfermer, et ces bornes, je le dis à regret, la défense les a dépassées. Comment a-t-on pu soutenir, par exemple, que la société n'avait aucun intérêt à obtenir la répression des crimes commis par les habitants de Villesèque, le 12 novembre? c'est, dit-on, la cause des privilèges et de l'oppression qui a été vaincue dans les garrigues de Villesèque! Quel courage, grand Dieu! On a vu en 1815 des assassins fiers de leur royalisme, encouragés par l'autorité à laquelle ils étaient dévoués, plonger impunément leurs poignards dans le cœur des ennemis de la restauration; non-seulement ils ne furent pas poursuivis, mais ils trouvèrent des apologistes, et ces apologistes tenaient le même langage. Aujourd'hui c'est le privilège, la féodalité qui a été vaincue, noyée dans le sang de MM. de Gléon père et fils. En 1815, c'était le bonapartisme, le libéralisme que frappait le poignard des verdets et des Trestaillon. En 1793, c'était l'aristocratie qui succombait sous les piques des septembriseurs; et vous vous rappelez ces terribles paroles qui suffirent pour flétrir l'existence d'un homme jusqu'alors estimé: *Leur sang était-il donc si pur?*... »

« Non, jamais, à aucune époque, le meurtre et la rébellion ne furent légitimes; un assassin est toujours un assassin, quelle que soit la victime qu'il frappe, soit qu'il crie à bas l'aristocratie! vive le roi, quand même! ou vive la liberté! La révolution de juillet a détrôné le parjure, mais elle n'a pas mis à sa place l'anarchie; c'est en juillet que fut vaincue la cause des privilèges et de l'absolutisme, mais le 12 novembre, dans les garrigues de Gléon, la lutte n'était pas entre le privilège et l'égalité, entre l'oppression et la résistance à l'oppression; le 12 novembre, ce n'est pas le privilège ou l'oppression qui a succombé, mais le droit qui a été vaincu par la force, et l'horrible mort de MM. de Gléon ne fut que le triomphe des assassins sur leurs malheureuses victimes... »

« Vous dites: Il faudra donc élever un poteau sur les limites de la commune, portant ces mots: « Tel jour, pour venger la mort de MM. de Gléon père et fils, la commune de Villesèque fut décimée. » Faudra-t-il, vous dirai-je de mon côté, élever un poteau à l'endroit même qui est teint du sang de MM. de Gléon, avec cette inscription: « Le 12 novembre, les MM. de

Gléon se rendirent ici avec la force armée pour faire respecter leurs propriétés; ils furent massacrés, leurs cadavres mutilés, les gendarmes désarmés, maltraités, faits prisonniers. » La justice poursuivit les auteurs de ces attentats; mais ils furent acquittés parce que MM. de Gléon avaient des préjugés et des habitudes nobiliaires, et que les habitants en les frappant, vainquirent les privilèges et la féodalité? »

M. le procureur du Roi résume et précise ensuite les charges de l'accusation. Le crime de vol est abandonné. L'extorsion de titres ne pèse plus que sur sept accusés; treize doivent répondre de la rébellion, et cinq du double assassinat.

Après les répliques des défenseurs, M. le président a fait connaître à MM. les jurés les questions posées contre chacun des accusés. Ces questions, au nombre de 150, sont toutes résolues en leur faveur, et leur acquittement est prononcé par M. le président.

POLICE CORRECTIONN. DE PARIS (6^e chambre).

(Présidence de M. Portalis.)

Audience du 27 juin.

PLAINTES EN ESCROQUERIE.

Au commencement de 1829, il se forma à Paris une société connue sous le nom de *Compagnie pour l'entretien des maisons*. Cette société avait des chances de succès, et les actions commençaient à se placer, lorsque M. de Lignerolles, qui déjà en était le caissier, se laissa séduire par le titre d'actionnaire. Pour l'obtenir, 12,000 fr. lui étaient nécessaires: un de ses amis, M. Duchesne, s'adressa à M. J. Rollac, banquier, qui, à la recommandation et sous la garantie personnelle de ce dernier, lui ouvrit un crédit de 12 000 fr., et reçut de M. de Lignerolles trois effets de 4000 fr. chacun, souscrits à l'ordre de M. Duchesne. Ces billets furent mis en circulation.

Au mois d'octobre 1830, M. Bapaume se présenta à la caisse de la compagnie d'entretien, où était M. de Lignerolles, qu'il cherchait; il lui dit que M. Rollac l'avait chargé de lui proposer de remplacer ses trois effets de 12,000 fr., dont la négociation devenait difficile à cause de l'importance de leur valeur et de l'embarras des circonstances, par de plus petits effets. M. de Lignerolles de se prêter sans défiance à cette proposition, qui pour lui, se réduisait à un échange de billets. Sur la note indicative des coupures et des échéances, écrite par Bapaume lui-même, M. de Lignerolles souscrivit donc, à l'ordre de M. Duchesne, qui les endossa en blanc, vingt-deux nouveaux effets de 5 à 600 fr. chacun. En les remettant à M. Bapaume, M. de Lignerolles réclama la restitution de ceux qu'ils étaient destinés à remplacer; mais M. Bapaume lui répondit qu'ils étaient encore entre les mains de M. Rollac, et que l'échange une fois consommé, il les lui rapporterait.

Plusieurs jours s'écoulèrent, et M. de Lignerolles ne vit pas rentrer dans son portefeuille les trois billets de 4000 fr. Inquiet, et commençant à craindre la fourberie, il courut après Bapaume, sans pouvoir le rencontrer. Ce fut alors qu'il déposa une plainte qui fut suivie d'une instruction.

Interrogé par le magistrat, M. Rollac affirma, comme il l'a fait à l'audience, que jamais il n'avait chargé Bapaume d'aller en son nom proposer à M. de Lignerolles l'échange de billets qui, d'ailleurs, n'étaient plus entre ses mains.

Mais qu'étaient devenus les vingt-deux effets remis à Bapaume? Celui-ci les avait donnés à M. Rollac, en lui indiquant l'emploi, et les avait fait appliquer au renouvellement d'une opération étrangère à M. de Lignerolles, et qui lui était personnelle.

Ces faits ont été établis par les dépositions des témoins: l'un d'eux, M. Baubert, a déclaré qu'il avait été victime des manœuvres du prévenu, qui était parvenu à lui escroquer 60,000 fr.

Sur la plaidoirie de M^e Moulin, avocat de M. de Lignerolles, et malgré celle de M^e Claveau, défenseur de Bapaume, le Tribunal a rendu le jugement suivant:

Attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats, que de Lignerolles avait un crédit de 12,000 fr., sous la garantie de Duchesne, dans la maison de banque tenue par J. Rollac, pour sûreté duquel il avait été remis à Rollac trois effets de 4,000 fr. chacun, qui devaient être renouvelés tous les quatre mois; qu'en septembre 1830, de Lignerolles remit à Rollac trois effets de 4,000 fr., en renouvellement des précédents;

Attendu qu'en octobre suivant, Bapaume se présenta chez de Lignerolles, en se disant faussement envoyé par Rollac, pour le prier de convertir les trois derniers effets en vingt-deux autres, dont il donna lui-même la notice des coupures et des échéances, sous le prétexte que les premiers étaient de trop difficile négociation;

Attendu que Bapaume promit de rapporter à de Lignerolles les trois billets de 12,000 fr. donnés en septembre par ce dernier;

Que sur cette promesse, qui ne fut pas réalisée, de Lignerolles souscrivit à l'ordre de Duchesne, qui les signa, les 22 effets demandés, et les remit à Bapaume; que ce dernier les porta bien à Rollac, mais les imputa sur une autre somme dont il était personnellement débiteur envers Rollac, de telle sorte que de Lignerolles trouva ainsi à découvert de 24,000 f. au lieu de 12,000;

Attendu que Rollac a déclaré qu'il n'avait jamais chargé Bapaume de proposer à de Lignerolles l'échange de ses trois billets de 4,000 fr. chacun, contre les 22 de plus petites sommes;

Qu'ainsi Bapaume, soit en faisant usage d'une fausse qualité, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour faire naître dans l'esprit de de Lignerolles l'espérance d'un événement chimérique, a escroqué partie de la fortune d'autrui, et commis le délit prévu par l'art. 405 du Code pénal;

Le Tribunal condamne Antoine-Auguste Bapaume à une année d'emprisonnement, à 50 fr. d'amende, et aux dépens; réserve à de Lignerolles tous ses droits à fin de restitution des effets escroqués.

Le sieur Bapaume a interjeté appel de ce jugement.

CONSEIL DE DISCIPLINE

DE LA GARDE NATIONALE DE LILLE.

(Correspondance particulière.)

PRÉSIDENCE DE M. MARTIN-MUIRON, commandant.—Séance du 30 juin.

Discours de l'officier-rapporteur. — Condamnations contre des gardes nationaux et un sergent.

Le conseil de discipline, formé en vertu de la loi du 22 mars dernier, s'est réuni le 30 juin pour la première fois, sous la présidence de M. Martin-Muiron, commandant. M. Doyen, avocat, qui remplissait les fonctions d'officier-rapporteur, a prononcé, à l'ouverture de la séance, le discours suivant:

« Messieurs, lorsqu'en 1789 un illustre guerrier, le citoyen des Deux-Mondes, conçut la pensée, féconde en résultats heureux, de créer en France cette garde nationale, si admirable par son courage et son patriotisme, elle obtint bientôt une solidarité de gloire avec les héros de la patrie, en s'associant à leur triomphe. L'histoire n'a-t-elle pas gravé sur ses tables les hauts faits de nos frères d'armes, au moment où une armée étrangère conspirait la conquête et l'envahissement de notre cité? Déjà l'ennemi était aux pieds de nos remparts, le feu de ses bombes et de ses boulets dévorait une partie de la ville; un parlementaire entre dans nos murs; il propose une capitulation. *Nous venons*, lui répond le magistrat, *de renouveler le serment de vivre libres ou de mourir; nous ne sommes pas des parjures*. La défense de Lille était alors confiée au seul courage de ses habitants; la garde nationale, composée de 6000 citoyens, avait à combattre une armée de 30,000 hommes; mais elle était guidée par cette devise chérie: *Honneur et patrie*; elle sauva la ville, elle conquit l'immortalité!

« Toutefois, hâtons-nous de le dire, c'est par la discipline autant que par la valeur, qu'un corps militaire doit se faire distinguer. Les peuples que nous avons vaincus ne savaient ce qu'ils devaient admirer le plus, de la bravoure ou de la discipline de nos guerriers; sans elle la voix du chef est méconnue, le désordre s'introduit dans les rangs, tout est confusion dans l'armée, ou plutôt il n'y a plus d'armée.

« Je ne vous redirai pas, Messieurs, la part que la garde nationale prit aux mémorables journées de notre régénération politique: votre cœur bat encore au souvenir des 27, 28 et 29 juillet; dans toute la France, au même instant, par un même sentiment, on la vit se lever, marcher comme un seul homme, et tout à la fois renverser le despotisme, maintenir l'ordre, commander, au nom des lois, le respect dû aux propriétés, sans ternir l'éclat de son triomphe par la plus légère faute contre la discipline.

« Aujourd'hui qu'une loi nouvelle lui donne, pour ainsi dire, une nouvelle existence, qui de nous pourrait oublier ses devoirs? Ne sont-ils pas gravés dans nos cœurs comme ils sont écrits dans la loi? « La garde nationale, dit l'art. 1^{er}, est instituée pour défendre la royauté constitutionnelle, la Charte » et les droits qu'elle a consacrés, pour maintenir l'obéissance » aux lois, conserver ou rétablir l'ordre et la paix publique, » seconder l'armée de ligne dans la défense des frontières et » des côtes, assurer l'indépendance de la France et l'intégrité » de son territoire. »

« L'indépendance de la France! Ah! si l'ennemi menaçait nos frontières, si le despotisme s'avancait de nouveau pour nous donner des fers, si le sol français pouvait encore être foulé par les barbares, on nous verrait bientôt dignes de nos aïeux, obtenir une palme immortelle, et comme on l'a dit de vous, braves Polonais, on dirait, en fixant les regards sur nos tombeaux: *Les Français sont habitués à mourir pour la patrie!*

« Maintenons, Messieurs, dans la garde nationale, et ce noble courage et cet ardent désir du bien public, et cette discipline que l'on peut appeler la vertu du soldat; abandonnons à leurs espérances, à leurs chimères, ces partisans insensés du privilège et de l'arbitraire; ces théoriciens immobiles qui voudraient tenir un juste milieu, devenu impossible entre le passé et l'avenir, ces hommes froids et glacés que n'a pu réchauffer le soleil de juillet. Serrons nos rangs près d'un trône où repose pour nous l'espérance des plus brillantes destinées, entourons-le de notre amour, et que notre devise soit désormais: *Tout pour le Roi, la France et la liberté.* »

Après ce discours, le Conseil a procédé à l'examen des affaires qui lui étaient soumises. Un garde national a été condamné à vingt-quatre heures de prison pour s'être conduit avec inconvenance envers le chef du poste et l'avoir injurié. Un sergent a été condamné à la réprimande avec mise à l'ordre du jour, pour n'avoir pas monté sa garde d'appointement. Les autres gardes nationaux ont été condamnés à la réprimande simple pour désobéissance dans le service.

PROJET DE LOI

CONTENANT DIVERSES MODIFICATIONS A LA LÉGISLATION PÉNALE.

Voici le texte entier de ce projet de loi, tel qu'il a été soumis aux observations des Cours royales:

TITRE I^{er}. — Des peines et de leurs effets.

- ART. 1^{er}. La peine de la déportation, celle du carcan, la mutilation du poing, la mort civile et la marque sont abolies.
- 2. Dans tous les cas où la peine de la déportation est prononcée par la loi, elle sera remplacée par celle de la détention à perpétuité dans un lieu spécial.
- 3. La peine du carcan sera remplacée par la dégradation civique, dans tous les cas où elle est prononcée, sauf la disposition de l'art. 13 de la présente loi.
- 4. La dégradation civique entrainera,
 - 1^o La destitution et l'exclusion du condamné de toutes fonctions ou emplois publics;
 - 2^o La privation des droits politiques et du droit de porter aucune décoration;
 - 3^o L'incapacité d'être juré, expert, ou d'être employé comme témoin dans les actes, ni déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignements;
 - 4^o L'incapacité d'être tuteur ou curateur, si ce n'est de ses enfants, et sur l'avis seulement de sa famille;
 - 5^o La privation du droit de port d'armes et du droit de servir dans les armées du roi.

Toutes les fois que la dégradation civique sera prononcée comme peine principale, elle pourra être accompagnée d'un

emprisonnement dont la durée, fixée par l'arrêt de condamnation, n'excédera pas cinq ans.

5. La condamnation à la peine de mort, à celle des travaux forcés, à celle de la détention et à celle de la réclusion, emportera la dégradation civique.

La dégradation civique sera encourue du jour où la condamnation sera devenue irrévocable, et, en cas de condamnation par contumace, du jour de l'exécution par effigie.

6. Quiconque aura été condamné à des peines emportant la dégradation civique, sera, de plus, dans l'état d'interdiction légale dont les effets sont déterminés par l'art. 29 du Code pénal.

7. Dans les cas prévus par l'art. 22 du Code pénal, l'exposition publique des condamnés n'aura lieu qu'en vertu d'une disposition formelle de l'arrêt de condamnation, et les Cours pourront se dispenser de l'ordonner.

8. La durée de la peine des travaux forcés à temps, de la réclusion et de l'emprisonnement, comptera du jour où la condamnation sera devenue irrévocable.

9. Si le banni, durant son bannissement, rentre sur le territoire du royaume, il sera, sur la seule preuve de son identité, condamné à la détention, dont la durée pourra être égale à celle du temps qui restait à courir jusqu'à l'expiration du bannissement, et ne pourra excéder le double de ce temps.

10. Dans le cas où un individu renvoyé sous la surveillance de la haute police de l'Etat, ne fournirait pas le cautionnement dont le montant a été déterminé par l'arrêt de condamnation, ce renvoi n'aura d'autre effet que de donner au gouvernement le droit d'indiquer les lieux dans lesquels il sera interdit à cet individu de résider.

11. Quand il y aura lieu à restitution, la Cour ou le Tribunal appréciera s'il est dû une indemnité, et en déterminera la quotité, sans avoir égard au minimum fixé par l'article 51 du Code pénal.

12. Quiconque ayant été condamné pour crime, aura commis un second crime emportant, comme peine principale, la dégradation civique, sera condamné à la peine du bannissement.

En aucun cas, l'aggravation de peine résultant de la circonstance de la récidive ne pourra donner lieu à l'application de la peine de mort.

TITRE II. — Des crimes et délits et de leurs punition.

13. Toute tentative de crime qui aura été manifestée par un commencement d'exécution, si elle a été suspendue ou si elle a manqué son effet, seulement par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur, est considérée comme le crime même.

14. Dans les cas prévus par les art. 86, 87 et 91 du Code pénal, l'exécution ou la tentative du crime constitueront seules l'attentat.

15. Lorsque le complot ayant pour but les crimes mentionnés au précédent article, aura été suivi d'un acte commis ou commencé pour parvenir à l'exécution de ces crimes, la peine sera celle de la détention à perpétuité.

La peine sera la même s'il s'agit d'un crime prévu par l'article 86 et le § 1^{er} de l'art. 87 du Code pénal, encore que la résolution d'agir ait été formée, et les actes, pour parvenir à l'exécution, commis ou commencés sur un seul individu.

16. Si le complot n'a été suivi d'aucun acte commis ou commencé pour parvenir à l'exécution, la peine sera celle de la réclusion.

17. La proposition faite et non agréée de former un complot pour arriver aux crimes mentionnés dans l'art. 86 et le § 1^{er} de l'art. 87 du Code pénal, sera punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et le coupable pourra être renvoyé, pendant un temps qui ne pourra excéder cinq ans, sous la surveillance de la haute police.

18. Dans le cas prévu par l'art. 304 du Code pénal, la peine de mort ne sera prononcée qu'autant que le meurtre aura eu pour objet, soit de préparer, faciliter ou exécuter le crime ou délit qui l'aura précédé, accompagné ou suivi, soit de favoriser la fuite ou d'assurer de toute autre manière l'impunité des auteurs ou complices dudit crime ou délit.

Néanmoins, le meurtre qui aura été accompagné de viol sera puni de mort.

19. Celui qui aura incendié volontairement des objets quelconques à lui appartenant, afin de communiquer le feu à l'un des objets énumérés en l'art. 434 du Code pénal, appartenant à autrui, sera puni de la peine portée audit article.

Sera puni des travaux forcés à temps celui qui, afin de porter à autrui un préjudice quelconque, autre que la communication d'incendie prévue par le précédent paragraphe, aura incendié volontairement un des objets énumérés en l'art. 434, et à lui-même appartenant.

20. La peine des travaux forcés à perpétuité sera substituée à la peine de mort.

21. Dans les cas prévus par les art. 132, 139 et 381 du Code pénal :

1^o Dans tous les cas où le recélé est puni de mort par la loi.

2^o Dans le cas prévu par l'art. 133 du Code pénal, la peine des travaux forcés à temps sera substituée à celle des travaux forcés à perpétuité.

23. Quiconque aura été condamné pour menaces, blessures ou coups prévus par les art. 306, 307, 311 et 436 du Code pénal, pourra, indépendamment des peines prononcées par ces articles, être renvoyé sous la surveillance de la haute police pendant un temps qui ne pourra excéder cinq ans.

24. La peine portée par l'art. 408 du Code pénal devra être appliquée, encore que les effets dont le détournement et la dissipation sont prévus et punis par ledit article, aient été remis à titre de dépôt, de mandat, ou pour un travail non salarié.

25. Lorsque les vols et tentatives de vols de récoltes et autres productions utiles de la terre, qui, avant d'avoir été soustraits, n'étaient pas encore détachés du sol, auront été commis soit avec des paniers ou des sacs, soit à l'aide de voitures ou d'animaux de charge, soit de nuit par plusieurs personnes, les individus qui en auront été déclarés coupables seront punis conformément à l'art. 401 du Code pénal.

26. Les vagabonds ou gens sans aveu, qui auront été légalement déclarés tels, seront, pour la première fois, mis à la disposition du gouvernement pendant le temps qu'il déterminera, eu égard à leur conduite; en cas de récidive, ils seront, en outre, punis de trois à six mois d'emprisonnement.

TITRE III. — Dispositions générales.

26. En toute matière criminelle, le président de la Cour d'assises, après avoir posé les questions résultant de l'acte d'accusation et des débats, avertira le jury, à peine de nullité, que, s'il pense, à la majorité de plus de sept voix, qu'il existe, en faveur d'un ou plusieurs accusés reconnus coupables, des circonstances atténuantes, il devra en faire la déclaration en ces termes :

« Il y a des circonstances atténuantes en faveur de tel accusé. »

27. Les peines prononcées par la loi contre celui ou ceux des accusés reconnus coupables, en faveur de qui le jury aura déclaré des circonstances atténuantes, seront modifiées ainsi qu'il suit :

Si la peine prononcée par la loi est la mort, la Cour appliquera, à son choix, la peine des travaux forcés à perpétuité ou des travaux forcés à temps ;

Si la peine est celle des travaux forcés à perpétuité, la Cour appliquera, à son choix, la peine des travaux forcés à temps ou celle de la réclusion ;

Si la peine est celle de la détention dans une prison spéciale, la Cour prononcera, à son choix, une détention de cinq à dix ans ou la peine du bannissement ;

Si la peine est celle des travaux forcés à temps, la Cour appliquera, à son choix, la peine de la réclusion ou celle de l'emprisonnement, sans toutefois pouvoir réduire la durée de cette dernière peine au-dessous de deux ans ;

Si la peine est celle de la réclusion, du bannissement ou de la dégradation civique, la Cour appliquera la peine de l'emprisonnement, sans toutefois pouvoir en réduire la durée au-dessous d'un an.

28. Dans tous les cas où, par l'effet de la déclaration des circonstances atténuantes, la peine de l'emprisonnement aurait été appliquée à un crime que la loi punit des travaux forcés à temps, de la réclusion ou du bannissement, le coupable pourra en outre être renvoyé sous la surveillance de la haute police de l'Etat pendant un temps qui ne pourra excéder cinq ans.

29. Lorsque l'accusé aura proposé pour excuse un fait admis comme tel par la loi, le président sera tenu de poser ainsi la question : « Tel fait est-il constant ? »

30. Les individus âgés de moins de seize ans, qui n'auront pas de complices présents au-dessus de cet âge, et qui seront prévenus de crimes autres que ceux auxquels la loi attache la peine de mort, celle des travaux forcés à perpétuité, ou celle de la détention dans une maison spéciale, seront jugés par les Tribunaux correctionnels, qui se conformeront aux articles 66, 67 et 68 du Code pénal.

31. L'art. 463 du Code pénal pourra être appliqué, même quand le préjudice causé excéderait vingt-cinq francs.

32. La loi du 25 juin 1824 est abrogée. Sont pareillement abrogés, les art. 2, 17, 18, 20, 23, 24, 28, 33, 34, 88, 90, 103, 104, 105, 106, 107, 136, 137, 165, 271, 280 du Code pénal; les articles 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 30 du Code civil, et l'article 339 du Code d'instruction criminelle.

Sont abrogés, seulement dans ce qu'ils ont de contraire aux dispositions de la présente loi, les articles 7, 8, 13, 22, 44, 51, 56, 59, 63, 82, 86, 94, 111, 132, 133, 139, 143, 177, 179, 198, 200, 205, 206, 228, 263, 302, 304, 381, 408, 434 et 463 du Code pénal, et 476 du Code d'instruction criminelle.

CHRONIQUE.

PARIS, 2 JUILLET.

— Par arrêt du 2 juillet, la 1^{re} chambre de la Cour royale, en confirmant un jugement du Tribunal de première instance de Paris, a déclaré qu'il y avait lieu à l'adoption de M^{lle} Cholet par M^{me} veuve Laran.

— Un incident, nouveau en matière électorale, s'est présenté à l'ouverture de la même audience. M. Auger, qui, faute des justifications prescrites, avait été, par arrêt du 25 juin dernier, déboulé de sa demande, a prétendu, par l'organe de M^e Amyot, son avocat, que cet arrêt était par défaut, M. Auger ni personne pour lui n'ayant été entendus; il a demandé, en conséquence, que la Cour le reçût opposant à l'exécution de son précédent arrêt, et, comme il faisait désormais toutes les justifications nécessaires, qu'il fût ordonné qu'il serait inscrit sur la liste électorale du département de Seine-et-Oise.

M. Brisson, conseiller-rapporteur du dossier de M. Auger, lors de l'arrêt du 25 juin, a dit que cet arrêt de rejet n'avait été prononcé qu'après trois remises successives de la cause.

La Cour, considérant qu'Auger avait produit ses pièces, et qu'après trois remises successives elle avait prononcé sur le vu desdites pièces et sur le rapport d'un de ses membres et les conclusions du ministère public; vu d'ailleurs la disposition textuelle de l'article 13, paragraphe troisième de la loi du 19 avril (ce § porte : « L'arrêt, s'il est par défaut, ne sera pas susceptible d'opposition »), a déclaré M. Auger non recevable en son opposition.

Cette affaire est vraisemblablement la dernière qu'aura jugée la Cour avant les élections; elle est la quarantième: et l'année dernière 800 réclamans, sur près d'un millier, avaient obtenu, des arrêts de la Cour, le droit de se présenter aux élections.

— M. Malhanche, après trois délais successifs, n'avait pas réuni de nouvelles pièces à celles qu'il avait dans le principe produites à l'appui de sa demande. M. Froidfond, conseiller, rapporteur de cette affaire, a fait observer que la production de M. Malhanche consistait en plusieurs dossiers dont une partie avait sans doute été adhrée, mais que M. l'avocat général Berville, qui avait eu tous ces dossiers en sa possession, avait reconnu qu'ils étaient suffisamment probans du droit réclamé.

La Cour, considérant qu'il était justifié que M. Malhanche, fermier, était porteur d'un bail de plus de 9 ans, exploitait par lui-même et devait profiter de tiers des contributions des biens affermés, tiers s'élevant à une somme supérieure à 200 fr., a ordonné l'inscription de M. Malhanche sur la liste électorale du département de la Marne.

— Dans l'audience extraordinaire, tenue aujourd'hui par le Tribunal de commerce, sous la présidence de M. François Ferron, une affaire relative à des réfugiés espagnols, a donné lieu à des révélations qui peuvent éclairer, jusqu'à un certain point, les contemporains sur la révolution dont l'Espagne est sans cesse menacée.

La banque des Etats-Unis tira de Philadelphie, sous la date du 2 décembre 1830, sur la maison Hottinguer, de Paris, quatre lettres de change de 5,000 f. chacune, à 60 jours de vue et à l'ordre de M. Robinson. La maison Hottinguer, qui avait donné ses acceptations, paie les 4 traites, le 30 mars 1831, sur l'acquit de MM. Berthoud frères. Mais les effets avaient été passés, par des endossements en bonne forme, à M. Lorenzo Zavala, qui les avait transmis valeur en compte à M. Borrego, réfugié en France, auquel il se présentait comme un capitaliste qui voulait servir la cause constitutionnelle en Espagne. M. Lorenzo Zavala, en remettant les lettres de change à M. Borrego, n'entendait pas recevoir des espèces de celui-ci, et voulait seulement que le produit des traites fût versé aux juntes insurrectionnelles qui se sont formées en France. M. Lorenzo Zavala n'avait imposé d'autre condition à son don patriotique que celle d'obtenir des quittances des comités insurgens, afin d'en tirer parti dans le cas du triomphe de la liberté. M. Borrego employa religieusement le montant des lettres de change à la destination qui leur avait été assignée; mais il se fit délivrer les quittances tant en son nom qu'en celui de M. Zavala. De là, procès devant le Tribunal de commerce.

M^e Victor Augier, avocat à la Cour royale, a fait observer que les traites n'avaient pas été transmises à M. Borrego, par suite d'une opération de banque ou de commerce, mais uniquement dans le but de servir à la victoire de la sainte cause de la liberté; que ce fait était attesté par divers documens, et entre autres par un certificat de M. Bertrand de Lys; qu'il résultait de là que la juridiction commerciale était incompétente; que M. Borrego ne proposait le déclinatoire que pour l'honneur des principes, mais qu'il ne demandait pas mieux que d'être jugé par des arbitres pris parmi les juges consulaires eux-mêmes, si l'adversaire voulait y consentir; qu'en réalité les traites n'avaient été négociées avec les endossements de M. Lorenzo Zavala, que parce que ce patriote avait garanti un emprunt considérable pour les juntes insurrectionnelles, sur des propriétés qu'il devait avoir dans le Mexique; que, vérification faite, il se trouvait que M. Zavala n'avait pu produire des titres suffisans de ses propriétés dans le territoire mexicain, ce qui fit échouer l'emprunt qu'on voulait faire à Londres, et que c'était pour ce motif que M. Borrego résistait à l'action du demandeur, en réclamant une liquidation.

M^e Gibert, agréé, a répondu que le défendeur avait reçu les traites valeur en compte; que c'était par conséquent devant le Tribunal de commerce qu'il devait justifier de la valeur fournie, d'autant plus qu'on n'établissait pas que M. Borrego ne fût pas commerçant, et qu'il n'eût pas été question d'une opération commerciale entre les parties.

C'est ce dernier système qui a prévalu. Le Tribunal a retenu la connaissance du litige. Mais M. Borrego n'a pas voulu plaider au fond, et s'est immédiatement retiré de l'audience, en annonçant l'intention d'interjeter appel.

— M. le vicomte de Montalembert, M. l'abbé Lacordaire et M. Charles de Coux, ont reçu hier notification de l'arrêt par défaut de la Cour royale, qui les condamne chacun à 100 fr. d'amende, pour avoir tenu illégalement l'école libre, rue des Beau-Arts. Ils ont formé aujourd'hui opposition, et l'arrêt sera bientôt plaidé contradictoirement devant la Cour.

— M. Charles Bouquet, appelant du jugement qui l'a condamné pour délit d'usage habituelle, à 2000 fr. d'amende, paraîtra devant la Cour royale le mercredi 20 de ce mois.

— Aujourd'hui, M. le premier président de la Cour royale a procédé au tirage des jurés pour la 2^e session des assises, qui s'ouvriront le 16 juillet, sous la présidence de M. Duplès. En voici le résultat :

Jurés titulaires : MM. Beuchot, licencié en droit; Drevet, censeur des études; Paray, capitaine; Belin, receveur de rentes; Compans, licencié en droit; Brindeau, marchand de mousselines; Barraud, négociant; Pasquier, docteur en chirurgie; Lachaume, docteur en droit; Guyard de Chalembert, ancien percepteur des contributions; Blanchard, propriétaire; Letellier, propriétaire; Surmont, marchand de toiles; Despaux, propriétaire; Pradel, marchand de soieries; Argenton, propriétaire; Couture, licencié en droit; Hautin, manufacturier à Choisy-le-Roi; Armez, propriétaire; Florence, docteur en médecine; Champollion jeune, membre de l'Institut; Vallier, directeur des Petites-Messageries; Barilleau, chef à l'administration des Postes; Chardin fils, parfumeur; Cubeddu, marchand de rouenneries; Cheveau, docteur en médecine; Gardeur-Lebrun, capitaine retraité; Lacroix, ancien chef de division à la marine; Solpont, ancien commissaire des guerres; Burel, orfèvre; Dufour, chef de bataillon en retraite; Lemoine, propriétaire; Malatret, pharmacien; Lelion, capitaine retraité; Toutain, pharmacien; Floriet, propriétaire.

Jurés supplémentaires : MM. Dibarrat d'Etchegoyen, avocat à la Cour royale; Delalevée, marchand de vin en gros; Boyer, docteur en chirurgie; Doux, marchand de bois.

— Une scène attendrissante s'est passée aujourd'hui à la Cour royale (chambre des appels de police correctionnelle) : Une femme de 76 ans, soutenue par une jeune domestique, et accompagnée de deux habitans recommandables de la ville d'Elbeuf, essayait de repousser, par sa présence même, la prévention grave portée contre le sieur de Saint-Amand son fils. Les faits de la cause ne répondaient malheureusement pas à cet honorable cortège.

Dans la nuit du 13 au 14 mars dernier, un vieillard de 79 ans, le sieur Besson-Desbarres sortait de la maison de jeu, n^o 129, au Palais-Royal, porteur d'un sac d'argent provenant, a-t-il dit depuis, de l'échange d'un billet de banque de 500 fr. fait par lui dans cette même maison. Arrivé rue des Fossés-Montmartre, il fut assailli par un homme sorti tout-à-coup de l'enfon-